

3.2.2 Problèmes structurels

Une structure trop complexe

La recherche de stabilité nécessite des interventions dans une multitude de domaines, ceci ne veut pas dire que l'organisation de ces interventions doit être aussi complexe que les problèmes eux-mêmes. Or la structure de fonctionnement que s'est donné le PSESE est d'une telle complexité qu'elle rebute les pays donateurs et peut-être même les États participants. Les divisions des tâches entre les structures du pacte sont parfois perçues comme étant trop fractionnées pour être efficaces, les solutions devant être apportées à certains problèmes chevauchant plusieurs groupes de travail à la fois. Pour répondre à ce besoin de coordination, les tables de travail ont formé des groupes de liaison, ces derniers ajoutant encore de nouvelles structures se superposant aux anciennes. Vu la lourdeur administrative générée par l'ensemble, certains observateurs plaident pour une abolition des tables de travail, ne conservant que la table régionale, afin de faciliter le travail des acteurs sur le terrain.

S'il est vrai que le PSESE semble produire certains problèmes de nature bureaucratique, ce genre d'exercice reste néanmoins nécessaire. Aucun pays n'accepterait en effet d'allouer d'importantes sommes pour la reconstruction de la région, sans un droit de regard ou un minimum de contrôle sur l'emploi de ces fonds.

Le défi d'intégrer tous les acteurs locaux

Pour qu'un pacte de stabilité régionale soit efficace, il doit nécessairement tenir compte du besoin de représentation de toutes les collectivités locales. Le PSESE a perdu de son efficacité durant la première année de fonctionnement, en raison de l'absence de la RY. Le fait que tous les États de la région participent désormais à l'organisation pourrait laisser croire que la coopération régionale ne poserait plus de problème. Cependant, on continue à reprocher au PSESE de ne pas refléter suffisamment les intérêts locaux, étant donné le manque d'implication de partenaires régionaux dans le processus. Les rares participations de partenaires en provenance de l'ESE se font généralement au niveau gouvernemental, les ONG et les experts locaux n'étant pas suffisamment représentés dans ce processus.

3.2.3 Problèmes opérationnels

L'ampleur des sommes manipulées par le Pacte ne devrait pas cacher le peu de moyens dont il dispose en réalité. Étant donné le grand nombre d'autres organisations travaillant dans les Balkans, bien souvent financées par les mêmes donateurs, le Pacte se trouve dans une situation de concurrence qui ne lui permet pas de réaliser ses objectifs de coordination. La structure du Pacte ne confère pas à son « coordonnateur » de réelle autorité, ni de la capacité de décider des projets pilotés par le Pacte. La coordination est d'autant plus difficile que plusieurs États contributeurs refusent de faire les compromis nécessaires sur leurs prérogatives de financer les seuls projets qui leur tiennent à cœur. Ce problème de coordination tient en partie au manque d'autonomie politique du Pacte: comme bien des organisations

³² *Stability Pact – Its major Achievements*. <<http://www.stabilitypact.org>>.